

POURQUOI CETTE REVUE ?

4

LES MILITANT·E·S QUI FONDENT CETTE REVUE PARTENT D'UN CONSTAT QUI LES CONDUIT À POSER, ET À SE POSER, UNE SÉRIE DE QUESTIONS. LEUR SOUHAI SERAIT DE CONTRIBUER À LA FORMATION D'UN ESPACE DE DISCUSSION POUVANT SERVIR DE POINT DE RENCONTRE, À CÔTÉ D'AUTRES, À DES FEMMES ET DES HOMMES DONT LE PARCOURS POLITIQUE A ÉTÉ DIFFÉRENT, MAIS QUI RESSENTENT LE BESOIN D'OUVRIRE OU ROUVRIRE LE DÉBAT SUR DES QUESTIONS CRUCIALES.

Le constat est le suivant. Les salarié·e·s, les exploité·e·s et tous ceux et celles qui sont engagés dans le combat pour l'émancipation humaine – dont le socle est l'affranchissement du statut imposé au salariat dans le capitalisme – s'affrontent à un changement de période au sens le plus fort du terme. Ce changement est le résultat de la rencontre dans le temps de plusieurs processus encore peu analysés dans leur intrication. Pourtant, cette mutation affecte le combat pour l'émancipation humaine dans toutes ses dimensions. Elle crée un état de choses où, pour surmonter ce que certains nomment «la perte d'un horizon d'attente», il faut repenser et reconstruire de nouvelles perspectives, et cela dans un contexte au sein duquel l'engagement et la «créativité» de jeunes – salarié·e·s, chômeurs, étudiants, lycéens – vont constituer un élément majeur.

Il y a donc des questions qui se posent de manière impérative. Comment définir le socialisme et le communisme – ou tout autre nom servant à spécifier la société qui sortirait du combat victorieux des exploité·e·s et des opprimé·e·s pour l'émancipation humaine – à la lumière des expériences et tragédies du XX^e siècle? Quel contenu donner à ce qui est très largement caractérisé aujourd'hui comme une utopie, et même une utopie dangereuse? Comment lier le dépassement/renversement du capitalisme au mouvement même de l'économie capitaliste mondiale contemporaine et aux luttes que les

exploité·e·s et les dominé·e·s mènent jour après jour, sous de multiples formes et avec des moyens qu'ils doivent, le plus souvent, se forger eux-mêmes?

La seule manière de tenter de saisir un basculement de période est d'en aborder l'analyse au plan mondial. Ce postulat méthodologique n'est pas nouveau. Il est constitutif d'une pensée marxiste. Mais c'est aussi désigner l'une des difficultés qui accompagnent la décision de lancer cette revue. Des militant·e·s situés dans la partie francophone de l'Europe en sont les fondateurs. Même s'ils peuvent compter sur le soutien actif de «militants-chercheurs» d'autres pays d'Europe et d'autres continents, cette origine n'est pas sans conséquences.

Cette publication porte nécessairement la marque d'une revue créée dans une partie précise et restreinte de l'Europe occidentale, qui a été longtemps l'une des pièces maîtresses du système de domination impérialiste et qui n'a pas connu non plus un régime politique de type stalinien. Il y a plus. Dans le cas de la France, le mouvement social et ce qui y reste comme débris du mouvement ouvrier traditionnel se sont longtemps targués de l'existence d'une «exception française», à savoir un pays où la contre-révolution néoconservatrice et néolibérale a été, jusqu'à récemment, tenue assez largement en échec. Or, cette revue naît au moment où – à moins d'un immense sursaut venant «d'en bas» – cette «exception» pourrait disparaître.

Chez celles et ceux qui militent en Europe et qui fondent cette revue aujourd'hui, la volonté de se défaire du sceau de la perspective « nationale », ou même « régionale-continentale », ne peut que s'en trouver renforcée. Dans chaque numéro postérieur à celui-ci, nous présenterons, avec l'aide chaque fois et autant que nous le pourrons de militant-e-s venant des pays mêmes, des dossiers explicitant les particularités des politiques de domination et des luttes ouvrières et populaires dans des pays qui sont soit des « laboratoires » de ce double point de vue, soit des pays « stratégiques » dans la perspective des rapports politiques mondiaux. Nous nous efforcerons de même de traduire, régulièrement, les contributions issues de publications qui ne trouvent pas l'écho qu'elles mériteraient dans le monde francophone.

LES RAPPORTS POLITIQUES ACTUELS ENTRE CAPITAL ET TRAVAIL, LEUR GENÈSE ET LEURS CONSÉQUENCES

Le changement de période historique auquel nous nous sommes référés est conçu, ici, comme le résultat de la rencontre, dans le temps, de plusieurs processus. Le premier facteur constitutif en est l'état présent des rapports politiques mondiaux entre les propriétaires des moyens de production et les gestionnaires du capital, d'un côté, et les travailleurs, les exploités et les dominés, de l'autre. Ces rapports sont extrêmement favorables aux premiers et forcent les seconds à combattre – en général – dans des conditions bien plus difficiles que celles qu'ils avaient connues pendant toute une phase. La mise en concurrence directe des salarié-e-s de pays à pays, à l'intérieur des ensembles économiques continentaux, mais aussi d'un continent à l'autre, en est l'une des sources.

La modification des rapports entre le capital et le travail ne s'est pas faite en un jour. Elle est le résultat d'un processus de plus de trente ans. Ce dernier a comporté un travail patient de « réorganisation » des conditions de travail et d'altération des collectifs de salarié-e-s, de libéralisation, de déréglementation et de privatisation de la part des instances dirigeantes de la bourgeoisie mondiale. Il a inclus des défaites des travailleurs face au capital donnant lieu à des répressions sanglantes

dans certains pays critiques où les luttes avaient atteint une intensité leur donnant une portée symbolique. Il est lié, de même, à l'agonie des économies à commandement centralisé – présentées frauduleusement comme socialistes ou comme ayant des traits socialistes « dégénérés »^[1] – et aux défaites des travailleurs et travailleuses ayant contesté, combattu les régimes politiques qui les administreraient avec poigne. Les principales étapes de ce long processus doivent être rappelées. Il s'agit aujourd'hui, autant que possible, de ne pas se payer de mots. Or ce défaut est bien celui qui a souvent prévalu au cours des dernières décennies. L'analogie faite avec des luttes de classes des années 1920 et 1930 – entre autres, sous la pression effective portant à renouer « avec des modèles stratégiques historiques » – a plus d'une fois servi de grille de lecture biaisée pour appréhender des affrontements d'ampleur qui se développaient dans des conditions réelles fort différentes, que ce soit en Espagne, au Portugal, en Italie ou en France, au cours des années 1970.

On se rapproche du cinquantenaire de la grève générale et du mouvement étudiant français de mai 1968 et de « l'automne chaud » italien de 1969. Les dominants ressentirent ces luttes ouvrières de masse et celle de leurs alliés comme menaçantes pour la stabilité de « l'ordre établi ». Or, c'est dans cet « après-68 » – pour peu qu'on l'entende comme un processus mondial –, alors que les États-Unis allaient être forcés à quitter précipitamment le Vietnam, qu'il faut situer les premières défaites ouvrières et répressions de très grande ampleur qui ont ouvert la voie aux politiques néolibérales. Les coups d'Etat de Pinochet au Chili en 1973 et de Videla en Argentine en 1976 ont ouvert la voie et servi de laboratoire à la mise en œuvre des politiques de libéralisation et de privatisation. Indépendamment des objectifs poursuivis par les oligarchies des deux pays dans une répression anti-ouvrière analogue à celle du franquisme en Espagne, ils avaient du point de vue des bourgeoisies impérialistes une portée mondiale. Leur but était de commencer à « défaire le communisme », d'atténuer au maximum les conséquences des luttes diverses de libération nationale et de créer les conditions dans les pays capitalistes centraux qui



[1] Formule qui ne peut être confondue avec le contenu des analyses visant à saisir la genèse des processus internationaux et nationaux ayant abouti à effacer les traces d'une révolution authentique comme celle d'Octobre 1917 en Russie.

permettraient d'effacer les concessions faites aux travailleurs entre le milieu des années 1930 et le début des années 1970. Même si le Chili et l'Argentine ont été des « cas limites », ils ont indiqué la tendance; ils ont servi de « benchmark » comme on dit aujourd'hui. Thatcher a dit maintes fois que Pinochet a été l'une de ses sources d'inspiration. C'est en pensant au Chili qu'elle a engagé la guerre contre les mineurs britanniques.

L'élection de Margaret Thatcher en 1978 a représenté une sorte de point de partage des eaux dans le processus de changement des rapports politiques mondiaux, d'autant plus qu'il a été suivi très vite d'autres événements, dont la portée politique a été tout aussi importante. L'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1979 traduisait l'épuisement économique et le désarroi politique de l'oligarchie au pouvoir, dont des racines remontaient jusqu'au processus thermidorien ayant étranglé la Révolution d'Octobre. Citons de même la capacité de l'impérialisme (Etats-Unis, Royaume-Uni, France) d'utiliser l'Irak de Sadam Hussein pour imposer à l'Iran, à partir de 1980, une guerre meurtrière et épuisante qui servit la mollahocratie pour renforcer encore plus un pouvoir dont elle avait rapidement saisi les rênes suite au renversement par les masses populaires du Shah. En Amérique centrale, c'est aussi en 1981 que les services de la CIA dirigée par Robert Gates, l'actuel ministre de la Défense de G. W. Bush, lancent l'offensive des « contras » contre la révolution nicaraguayenne, qui est contenue puis défaite. Dans la foulée, le soulèvement du peuple salvadorien sera écrasé et les mesures américaines de boycott contre Cuba seront renforcées.

La défaite de la grève des contrôleurs aériens aux Etats-Unis en 1981 et celle des mineurs au Royaume-Uni en 1985, mais aussi la liquidation de la sidérurgie lorraine par le gouvernement Mitterrand en 1985-86 affaiblissent la résistance des salariés dans les pays capitalistes centraux. Les appareils sociaux-démocrates vont passer de l'intégration aux appareils d'Etat à une phase de liaisons organiques avec le capital, dans le sens d'une participation à des cercles dirigeants des firmes et institutions diverses du patronat.

La crise de la dette du tiers-monde à la suite de la banqueroute mexicaine de 1982 a au moins autant d'importance. Elle ouvre dans le cas du Mexique les négociations conduisant à l'Alena. Elle accentue ailleurs la fréquence et la brutalité des interventions du FMI et des autres institutions financières internationales dont le contenu sera « codifié » en 1987 sous le nom de « Consensus de Washington ».

Le processus de libéralisation et de déréglementation a vite bénéficié de l'alignement de pays à gouvernement socialiste ou social-démocrate, à commencer par la France. Sa consolidation permet aux entreprises de se servir de plus en plus librement des technologies informatiques pour entamer une restructuration profonde des rapports d'exploitation sur les lieux de travail et commencer des délocalisations de production d'un type nouveau.

La répression contre le mouvement démocratique chinois (1977-1978), puis l'occupation militaire en juin 1989 de la place Tiananmen et l'étouffement violent du mouvement étudiant, auquel s'étaient ralliés de jeunes travailleurs, ne peuvent être détachés de la tragédie provoquée par les pratiques du régime génocidaire des Khmers rouges dans un Cambodge antérieurement écrasé par les bombardements de l'armée états-unienne. C'est dans ce contexte que les bourgeoisies impérialistes peuvent mettre pleinement à profit les effets à long terme de la contre-révolution en URSS qui débouche sur son implosion. Vont se conjuguer, dans un grand désarroi, les attentes déçues des mobilisations démocratiques de masse ayant abouti au renversement des régimes bureaucratiques au pouvoir en RDA (République démocratique allemande) comme dans d'autres pays d'Europe centrale et les conséquences des coups portés par les « ajustements structurels » imposés à des sociétés à bout de souffle, ce qui sert de justification aux politiques du FMI et aux forces qui le contrôlent. C'est donc sans difficulté que l'impérialisme organise, avec l'aide des oligarchies acquises à une appropriation privatisée du surproduit social, la réintégration complète de cet ensemble de pays dans l'économie capitaliste mondiale. La signature du Traité de Marra-

kech en avril 1994 et la création de l'OMC en janvier 1995 actent le point alors atteint dans la progression de la libéralisation et de la déréglementation et créent le cadre pour le pas qui reste à accomplir, à savoir l'intégration complète dans l'économie capitaliste mondiale de la Chine, avec son « poids spécifique » et selon des modalités socio-politiques qui doivent être au centre des analyses et réflexions des courants socialistes révolutionnaires.

En Europe, le Traité de Maastricht de 1992, instituant l'Union européenne (UE) puis celui d'Amsterdam (signé en 1997) ont le même sens. Ils permettent aux institutions de l'Union européenne de jouer complètement un rôle de relais de la libéralisation et de la déréglementation et d'assurer l'entrée des pays d'Europe centrale et orientale dans l'Union européenne et dans son marché unique. L'entrée de la Chine à l'OMC et la signature du Traité de Nice – qui datent toutes deux de 2001 – marquent l'apogée de la construction institutionnelle de la mondialisation du capital contemporaine. Elles fixent le cadre mondial qui conditionnera désormais, selon des modalités différenciées, les conditions de la lutte des classes dans tous les pays.

LE CHANGEMENT DE PÉRIODE COMPORTE LA RENCONTRE DANS LE TEMPS DE PLUSIEURS PROCESSUS

La transformation des rapports politiques mondiaux en faveur du capital a bénéficié, selon un degré et à des rythmes différents de pays à pays, du choc subjectif de l'implosion de l'URSS. D'un côté, l'effondrement du PCUS, accentué par l'action d'une nomenklatura occupée à privatiser de facto des entreprises qu'elle était censée administrer, suivi de l'affaiblissement accru de tous les PC ailleurs, ont permis à des sections de travailleurs de se libérer d'entraves à leur capacité de penser et d'agir de façon indépendante. De l'autre, la « perspective historique » qui donnait sens, certes abusivement, à l'action d'autres secteurs militants s'est close. Dans le monde, pendant plusieurs décennies, des centaines de milliers de militants, dont le but était « de rompre avec le capitalisme » et de « battre l'impérialis-

me», ont cru qu'avec toutes ses déficiences l'URSS était un point d'appui dans le combat. Certains encore ont cru, y compris jusqu'au début des années 1980, que dans leur lutte ils pouvaient s'inspirer de la révolution chinoise et prendre appui sur la Chine « communiste ». Ces illusions et les mensonges cultivés par les appareils bureaucratiques ont instillé détresse, et parfois nostalgie, parmi « la base », alors que les recyclages progressifs des cercles dirigeants ont contribué à faire émerger des formations politiques, dont le tout récent (octobre 2007) Parti démocrate en Italie est la figure terminale et emblématique.

D'autres, bien moins nombreux, en butte aux dénonciations calomniatrices et à la répression des appareils d'origine stalinienne comme de la droite, ont soutenu toutes les mobilisations pour les droits démocratiques et sociaux en URSS, en Chine et dans des régimes analogues, et y voyaient les prémisses d'une révolution politique qui chasserait « les bureaucraties au pouvoir » et déboucherait sur une société aux mains de la très large majorité de la population, une société aux traits socialistes. Pour ces militant-e-s, le retard de la (et leur) pensée à saisir des processus en cours n'est pas que le propre de toutes les tentatives d'appréhension de réalités complexes, mais relève aussi de leur difficulté à se défaire d'hypothèses et d'analyses ayant contribué à forger l'identité d'un courant politique fort minoritaire dont, par ailleurs, la pertinence des observations et conclusions a été validée plus d'une fois.

A mesure qu'on s'est avancé dans les années 1980-1990, l'effet du déni de la réalité a été d'autant plus ravageur qu'au même moment se produisaient, sous l'effet conjoint de la libéralisation et des changements technologiques, de profondes transformations dans les formes de l'exploitation capitaliste. Celles-ci sont venues fragmenter les classes ouvrières avant que la libéralisation des investissements directs et des échanges ne mette les salariés directement en concurrence entre eux. Cette combinaison constitue l'une des sources de l'affaiblissement accéléré des structures diverses issues du mouvement ouvrier traditionnel.

Dans le contexte de la mondialisation, le mouvement du capital est régi par l'effet conjoint de mécanismes échappant à peu

près complètement à toute « régulation ». D'un côté, on trouve des marchés financiers capables aussi bien de condamner des secteurs industriels entiers à disparaître ou de détruire l'économie d'un « pays faible » par la spéculation, pour peu que cela permette d'augmenter la valeur actionnariale des titres de quelques groupes d'actionnaires, que de céder à des mouvements de panique financiers collectifs qui ouvrent la voie aux krachs. De l'autre, on assiste à la concurrence débridée entre des groupes industriels de très grande dimension dans une économie mondiale en surcapacité de production endémique. La convergence entre les deux mécanismes crée une situation où les firmes n'hésitent plus à participer activement à la dislocation des tissus industriels et sociaux nationaux des pays qui leur ont servi précédemment de base. Comme il ne faut pas incriminer le capital, des boucs émissaires sont désignés, tant par les règles, les codes et les énoncés officiels des « politiques migratoires des Etats » que par diverses forces politiques ouvertement xénophobes, islamophobes ou caressant, de manière utilitaire, la thématique de l'identité nationale. Dans l'immédiat, ce sont d'abord et avant tout les travailleurs étrangers, à commencer par ceux qui sont les plus près et les plus visibles, c'est-à-dire les travailleurs immigrés et leurs familles, les sans-papiers et les requérants d'asile, ainsi que tous les « nationaux de fraîche date » qui peuvent être amalgamés à eux. Selon une figure connue dans l'histoire, les forces conservatrices font des personnes les plus discriminées la source des « dangers pour la démocratie », renversant de la sorte les rapports dominants/dominés pour mieux asseoir leur politique et banaliser la répression.

Le caractère qualitatif du changement dans les conditions de la lutte des classes au niveau mondial et dans les relations du combat des salariés et de la jeunesse de chaque pays à ceux menés ailleurs a coïncidé également avec le plein développement de processus d'origine beaucoup plus ancienne, mais dont les effets s'accroissent et s'annoncent comme devant être fulgurants. Le plus largement reconnu concerne le réchauffement climatique, pour l'essentiel lié aux « activités humaines » au cours des cinq dernières décennies. Déjà ses conséquences les plus

Pris ensemble, la modification dans les rapports entre le capital et le travail et celles (crise écologique) aux temps de maturation longs dessinent un changement de période historique.

8 graves se manifestent le plus souvent dans les pays ou les régions où la misère, la faim, les pandémies, les déplacements de population liés à des guerres règnent et où d'autres dimensions de la crise écologique sont déjà à l'œuvre : celles résultant de l'expulsion accélérée de la paysannerie des campagnes là où le capital ne l'a pas fait plus tôt ; celles naissant du gaspillage effréné des ressources naturelles ; celles provoquées par l'accaparement de ressources ayant un caractère de « bien commun », à commencer par l'eau. Les plus graves atteintes à l'environnement et le réchauffement climatique sont le résultat de processus longs, mais leur venue à maturité au moment du développement de la révolution conservatrice leur donne un caractère de gravité particulièrement violente. Nous pensons que la question doit être pensée au plus vite en termes de changement des rapports de propriété. Au quotidien, il est devenu nécessaire de la penser en termes d'oppression immédiate accrue des exploités. Cela sera le cas de façon toujours plus aiguë.

Pris ensemble, la modification dans les rapports entre le capital et le travail et celles aux temps de maturation longs dessinent un changement de période historique. Chez les dominés et les exploités, la

nouvelle période est marquée à cette étape par des luttes et des résistances. Celles-ci sont multiples et multiformes. Elles sont aussi souvent caractérisées par un fort élément d'auto-organisation. Dans l'immédiat elles sont encore souvent très dispersées. Toutefois, de manière restreinte, s'affirment des structures à la charnière du syndical, du social et du politique qui permettent de dépasser, ponctuellement, des résistances passives. Elles réinjectent des revendications dont la dimension positive s'affirment comme la négation antithétique du point de vue bourgeois dominant et cela sur des terrains qui pouvaient apparaître, dans la période précédente, comme « voués au réformisme ». Les militant·e·s qui fondent cette revue se situent de façon inconditionnelle du côté des femmes et des hommes engagés dans ces luttes et ces résistances.

CONTRIBUER À RENDRE UN SENS ACTUEL AUX TERMES SOCIALISME ET COMMUNISME

La parution du premier numéro de cette revue coïncide avec le 90^e anniversaire de la Révolution d'octobre 1917. Certains marqueront leur « fidélité » à la révolution russe à l'aide de discours et d'articles dont le creux et la répétition le disputeront à l'hypocrisie. Pour nous, « être fidèles » aux dimensions immédiatement émancipatrices de l'Octobre russe, c'est chercher à mener un travail pour redéfinir le socialisme et le communisme à la lumière de l'expérience du XX^e siècle, dans les conditions du changement de période historique, et aussi le faire en analysant les conditions de travail et d'existence des exploité·e·s et des opprimé·e·s, ainsi qu'en accompagnant les nouvelles formes de leur combat, comme les révolutionnaires l'ont fait autrefois, à chaque nouvelle époque.

« Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. » [2] Les conditions dont ceux qui combattent pour l'émancipation humaine héritent aujourd'hui sont celles de la précarisation du travail et du chômage de masse, de la destruction des conditions physiques de la reproduction de la société dans certaines des régions les plus pauvres du monde, de la guerre

endémique, de formes de surveillance policières mais aussi sociales dont les traits totalitaires et la minutie surprendraient peut-être Orwell, auteur du roman prémonitoire *1984*. Ce sont aussi celles où les fétichismes de l'argent et de la marchandise sont des vecteurs majeurs de domination sociale et politique au point de faire paraître comme « normale » l'extrême bipolarisation de la richesse que le monde connaît aujourd'hui. La barrière dont le capitalisme est porteur n'est égalée que par l'ampleur du fétichisme marchand que le régime de la propriété privée diffuse et qui permet aux possédants et aux dominants d'obscurcir tant la racine des problèmes que l'humanité doit résoudre que les mesures que leur solution exige.

Mais le moment actuel se caractérise aussi – et c'est cela qui en fait l'extrême difficulté – par l'obligation de se défaire, comme Marx l'écrit dans le même texte, de la « tradition des générations mortes qui pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants ». Pour s'en tenir à l'Europe, cette tradition est celle de la révolution d'Octobre, de la révolution allemande (1919-1923), de l'occupation des usines en Italie (1920), des hauts faits de la révolution en Espagne (la grève générale des mineurs des Asturies (1934), les communes rurales d'Andalousie et de Catalogne au cours des années 1936-1938, les journées de mai 1937 à Barcelone). Ces événements sont une source d'inspiration en particulier parce qu'ils ont été l'expression au point le plus haut de « l'émancipation des travailleurs comme œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Mais ils ne peuvent pas servir de « modèle ». Les militant·e·s qui fondent cette revue s'inscrivent dans la continuité des combats contre la bureaucratie en URSS, de l'Opposition de gauche comme des militant·e·s qui se réclamaient d'un socialisme démocratique et libertaire, de la longue résistance dans les goulags, de la publication des samizdats, de la lutte des années 1968-1978 contre le régime bureaucratique en Pologne, puis en Tchécoslovaquie et de nouveau en Pologne.

Comment les legs du passé peuvent-ils ne pas trop « peser sur notre cerveau », mais au contraire servir à avancer dans la nouvelle période ? Tel est l'un des enjeux que cette revue voudrait affronter

*Les forces conservatrices
font des personnes
les plus discriminées
la source des 'dangers'
pour la démocratie',
renversant de la sorte
les rapports
dominants/dominés.*

avec celles et ceux qui le reconnaissent aussi.

Ceux et celles se réclamant du socialisme sont nombreux à avoir appris à leurs dépens que le dépassement du capitalisme n'est pas une « détermination préalable » qui serait inscrite mécaniquement dans son développement propre et dont les conditions seraient créées par le mouvement interne du capitalisme, avec ses contradictions immanentes, et la croissance quantitative des masses salariées, potentiellement fossoyeuses de ce système. D'un côté, la révolution peut engendrer des couches sociales qui rétablissent à leur profit des formes de domination brutales sur la classe ouvrière et sur la société tout entière jusqu'à l'étouffer. De l'autre, le capitalisme a ceci de différent de tous les modes de production qui l'ont précédé qu'il comporte la formation d'une classe sociale – la bourgeoisie – dont l'un des traits est d'être tournée vers la reproduction de sa domination à un degré et avec une expérience ainsi que des moyens, notamment ceux de l'État moderne, sans mesure avec ceux des classes possédantes auxquelles elle a succédé.

Ce sont des questions qui ne peuvent pas être « renvoyées à plus tard » au nom du pragmatisme et de la nécessité de « donner des réponses immédiates ». Les secteurs de la jeunesse, politisés ou en voie de politisation, ne s'engageront pas avec continuité sans une réflexion qui va au-delà de la résistance et de la dénonciation du néolibéralisme, aussi nécessaires soient-elles. Les gouvernements issus de la contre-révolution néoconservatrice ne seront chassés que le jour où la liaison entre des forces militantes révolutionnaires et des secteurs majoritaires des salarié-e-s et des jeunes permettra, sur la base d'expériences débattues parce que partagées, une projection vers l'avenir des combats du présent.

Cette conviction nous a conduits à lancer un travail collectif, encore à ses tout débuts, autour d'un projet « *Penser le communisme, le socialisme aujourd'hui* » (voir les sites: www.alencontre.org et www.carre-rouge.org). Les initiateurs de cette revue sont partie prenante de ce projet. La revue se propose d'être l'un des moyens, mais pas le seul, de diffusion des résultats du travail de discussion et de confrontation qui y sera mené. L'un des

traits du travail collectif qui s'est engagé lentement autour de ce projet est de commencer à réunir des militants dont le point commun est la volonté de se ressaisir des buts d'émancipation sociale qui ont été partagés par les courants qui ont fondé ensemble le mouvement ouvrier au XIX^e siècle. Dans ce premier numéro, c'est de cela que la lettre d'Alain Bihl vient témoigner. Notre revue fera tout pour créer les conditions d'un débat commun et s'adressera ainsi à d'autres militants et à d'autres courants aussi.

QUELQUES EXEMPLES DES QUESTIONS DONT CETTE REVUE VOUDRAIT DÉBATTRE

Les questions ici mentionnées peuvent apparaître, à première vue, comme ayant un caractère rhétorique. Or, nous pensons qu'elles obéissent, à la fois, à une contrainte et à des limites. L'exigence est posée par le caractère même de la période historique. Quant aux limites, elles sont imposées par le cours des conflits de classes comme par les défis à relever en termes de travail réflexif et socialisé. Nous émettons donc ces questions comme indicatif d'un programme de travail qui ne peut qu'être porté par des forces dépassant largement le modeste projet de cette revue.

Les premières concernent l'intrication entre le passé et le présent. Cette difficulté a toujours existé, mais elle est particulièrement aiguë dans cette période historique. Ne contraint-elle pas les socialistes révolutionnaires à saisir le capitalisme dans la longue durée? Ne faut-il pas voir celui-ci comme une forme historique, qui est certes transitoire, mais dans lequel le potentiel social et politique nécessaire à un dépassement dans lequel l'humanité « se réconcilierait » avec elle-même et avec son environnement exige la maturation et la réunion de médiations et conditions fusionnant dans le temps et dans des espaces en métamorphose? N'est-ce pas l'exacerbation de la tension entre le possible et le nécessaire qui donne toute son importance à la conflictualité protéiforme entre les classes et à ses expressions politiques? Une conflictualité qui intègre – de manière lucide et explicite – la dimension antagonique des rapports sociaux de sexe, c'est-à-dire les inégalités et la domination qui les caractérisent. Quant à l'articulation entre rap-

La planète ne doit-elle pas être pensée comme constituant la « maison commune de l'humanité » et les questions écologiques énoncées dans cette perspective ?

ports de classes et rapports sociaux de sexe – au sein de laquelle le travail, sous ses diverses formes, fonctionne aussi comme élément de domination et de possible émancipation – elle doit être pensée à partir des apports théoriques faits ces dernières décennies et des combats sociaux et féministes du présent.

Les questions suivantes concernent le mouvement ouvrier et les formes d'organisation. Le cours actuel des directions syndicales et des anciens partis ouvriers marque-t-il la fin du mouvement ouvrier formé par les partis et les syndicats construits par les travailleurs à partir de 1880 et renforcés par eux jusqu'en 1968-69 et au début des années 1970 ? S'agit-il d'un des facteurs constitutifs du changement de période ? Celui-ci inclut-il l'obligation pour les salariés et les exploités d'entreprendre un renouvellement complet de leurs formes d'organisation et de leurs moyens de combat ? Des propositions recevables en Europe le sont-elles à l'échelle mondiale ? Les problèmes auxquels se heurtent ce qu'on nomme « les nouveaux mouvements sociaux » ne pourraient-ils pas être éclairés par les débats stratégiques qui ont eu lieu dans le mouvement ouvrier lorsque la discussion y était libre et dont nous accueillons la renaissance actuelle ?

Sur le plan de la lutte des classes, nous constatons que la nouvelle période débute par des luttes et des résistances multiples et multiformes souvent caractérisées par un fort élément d'auto-organisation, allant partiellement à l'encontre des activités induites par un contrôle social protéiforme. Pour celles et ceux qui fondent cette revue, l'idée que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » est le point de départ d'une réflexion cherchant à s'inscrire dans les tentatives de renouvellement de la théorie politique révolutionnaire. La nouvelle période sera-t-elle caractérisée par des méthodes d'organisation des salariés et des exploités dans lesquelles l'auto-activité, et au-delà de celle-ci l'auto-émancipation, prendra un nouvel essor rendant à cette disposition inscrite dans le conflit de classes toute sa force et son efficacité ? L'auto-activité peut-elle revivifier des formes d'organisation faisant place à la délégation temporaire de la prise de décision ?

Dans la phase qu'il a atteinte, le capitalisme a vidé la démocratie parlementaire représentative libérale de toute substance. Celle-ci est le paravent de la réaffirmation de démocraties censitaires et oligarchiques. Dans beaucoup de pays, la sphère d'exercice des libertés essentielles à l'action du mouvement social est rognée jour après jour. Dans ce cadre, la question du rapport entre démocratie et socialisme – qui fut posée de manière intelligible dès la fin du XIX^e siècle, mais qui a été refoulée aussi bien par la social-démocratie que par les appareils staliniens – doit être réappropriée dans toutes ses dimensions spatiales, institutionnelles et juridiques. Le problème qui se pose est donc le suivant. Face à une démocratie qui se heurte à la propriété privée hyper-concentrée et au fort pouvoir de classe qui y est liée, comment s'effectuera l'appropriation par les salariés de revendications à traits démocratiques au point d'en faire un levier dans la lutte des classes ? De manière séminale, dans le combat pour le dépassement/renversement du capitalisme, cette appropriation passe par l'inscription de formes politiques fixant les prémisses et l'assurance optimale que cette mutation sera pleinement démocratique.

Les défis écologiques sans précédent sont l'élément le plus nouveau du changement de période. Ils posent des questions qui exigeraient des réponses se situant alors au cœur d'une reformulation de l'enjeu du dépassement/renversement du capitalisme. L'accentuation des atteintes à l'environnement, le réchauffement climatique et ses multiples effets peuvent-ils provoquer une sorte de « prise de conscience mondiale » ? La planète ne doit-elle pas être pensée comme constituant la « maison commune de l'humanité » et les enjeux des questions écologiques énoncés dans cette perspective ? Quelles mesures faudra-t-il concevoir et mettre en œuvre, si l'un des buts du combat pour l'émancipation humaine est de faire en sorte que l'espace mondial cesse d'être un enfer pour les trois quarts de ses habitants et que ceux-ci cessent d'être menacés par les destructions écologiques provoquées par des modes de production et de consommation dont la propriété privée et l'individualisme de la marchandise-fétiche sont le fondement ?

Quelles leçons tirer sur ce plan des diverses luttes de résistance, y compris

des contre-attaques portant sur la propriété des ressources de leur pays menées par exemple par des secteurs des exploités et des dominés en Equateur, en Bolivie, au Pérou? N'y a-t-il pas là un terrain où, par leur auto-activité, les exploités et les dominés peuvent élaborer les règles et les mesures adéquates et les mettre en œuvre eux-mêmes et/ou les contrôler étroitement?

La période historique marque-t-elle vraiment le «retour des nations» proclamé par certains? N'y a-t-il pas qu'un très petit nombre d'Etats pour lesquels la notion de souveraineté demeure entière ou relativement intacte? Pour les autres, la mondialisation du capital n'a-t-elle pas vidé la notion de souveraineté d'une grande partie ou de toute sa substance? Les salariés peuvent-ils espérer modifier substantiellement les rapports avec le capital dans les limites d'un seul pays? S'agissant une nouvelle fois de l'Europe où nous militons, y a-t-il un autre horizon transitoire du combat pour l'émancipation qu'une Europe socialiste et démocratique des salariés, comportant une très large socialisation de la production, de la distribution, des banques et des communications?

D'autres questions touchent à la science et à la technologie. Prenons un seul exemple. La mise en concurrence des travailleurs ainsi que beaucoup de méthodes d'intensification du travail reposent sur les technologies de l'information et de la communication (les TIC), c'est-à-dire les ordinateurs et les logiciels et les moyens planétaires de transmission des données par voie de satellite. Faut-il pourtant y voir une fatalité? La modification des rapports entre le travail et le capital initiée sous Thatcher et Reagan a laissé à celui-ci le champ libre pour tirer parti des TIC dans le seul but d'accroître le taux de plus-value. Pourtant, en raison de traits propres aux technologies de l'information, le capital ne s'est jamais défait complètement de la crainte que des évolutions lui échappant puissent se produire. On est en présence de technologies dont les caractéristiques sont telles que d'autres que le capital et ses représentants – les salariés, les utilisateurs de matériel acheté – peuvent s'en emparer.

Cependant, de telles questions et les perspectives qu'elles peuvent ouvrir ne sont-elles pas obérées par la place prise par la

guerre? Une mobilisation européenne et en partie mondiale de très grande ampleur a précédé l'invasion et l'occupation de l'Irak. Elle n'a pas pu les empêcher et, depuis, le mouvement anti-guerre peine à se relancer en dépit des opérations d'occupation militaire en Irak, en Afghanistan et en Palestine. Comment faire face au caractère multiforme des guerres «nouvelles» apparues depuis la fin des années 1980? Ces «guerres pour les ressources» que des firmes et/ou des pays industriels provoquent dans des Etats ou les régions où vivent, ou plutôt survivent, ceux qu'on peut nommer les «gueux de la mondialisation». Ces guerres qui peuvent ouvrir la voie à d'autres, dont le but avéré relève d'une volonté d'anéantissement de dizaines ou de centaines de milliers de femmes et d'hommes avec lesquels la coexistence sur un même territoire avait précédemment prévalu. Comment défendre l'idée du communisme ou du socialisme dans un tel contexte? Cette question est posée. Cette revue cherchera à ne pas l'esquiver. La très grande dispersion des militant-e-s et des «chercheurs-militants» fait partie des caractéristiques du moment actuel. Il existe peu d'espaces de débat et d'échange (rencontres régulières, supports de communication, réseaux) où se soit engagée une discussion collective cherchant à analyser ce changement de période et à tenter d'en énoncer les implications dans la perspective de l'émancipation. Cette revue voudrait, modestement, contribuer à surmonter cet état de choses, en accompagnant des regroupements en cours ou ultérieurs. ✱